Procédure prioritaire au sens de l'article 2a LCoord

Guide pour les requérants

24 août 2010

Le présent guide est destiné aux requérants qui désirent demander que leur projet soit traité selon la procédure prioritaire.

Bases légales

Conformément à l'article 2a de la loi de coordination du 21 mars 1994 (LCoord; RSB 724.1), le Conseil-exécutif peut déclarer une procédure prioritaire lorsque l'objet de cette dernière relève de l'intérêt supérieur du canton, en particulier du développement économique ou de la sécurité publique. Les autorités concernées doivent accélérer de telles procédures. La décision du Conseil-exécutif relative au traitement prioritaire n'est pas susceptible de recours.

Domaine d'application

Peuvent être traitées de manière prioritaire des procédures concernant des projets qui

- relèvent de l'intérêt supérieur du canton¹, en particulier du développement économique du canton de Berne ou de la sécurité publique,
- sont effectivement urgents et pour lesquels une décision peut être rendue incessamment.

En font notamment partie des projets-clés dans les pôles de développement économique du canton, ainsi que d'importants chantiers touchant aux infrastructures comme de nouvelles lignes de tram, des mesures de protection contre les crues ou d'approvisionnement en énergie, etc.

Où la procédure prioritaire permet-elle de gagner du temps, qu'est-ce qu'une telle procédure implique au moment du dépôt de la demande?

L'article 2a LCoord vise à établir une procédure rapide, basée sur une gestion moderne des projets et des procédures. Dans tous les cas, toutefois, les délais légaux doivent être respectés, de même que les dispositions procédurales impératives (droit d'être entendu, principe de la forme écrite de la procédure, obligation de motiver, etc.).

Le gain de temps par rapport à une procédure ordinaire se situe donc uniquement dans le déroulement interne à l'administration. L'autorité directrice est notamment tenue de

- définir un calendrier précis pour la procédure;
- raccourcir le délai de traitement de 30 jours normalement accordé aux autorités concernées et aux autres participants à la procédure;
- n'accorder une prolongation de délai que dans des cas exceptionnels dûment motivés;
- prévoir davantage d'éléments oraux que d'habitude, par exemple procédure de corapport et mise au net orales, séances remplaçant le rapport d'examen préalable et le rapport officiel;
- fixer des délais avec les autorités fédérales impliquées.

Une demande de traitement prioritaire n'a de sens que lorsqu'elle est présentée aussi tôt que possible. Si elle est déposée tardivement, il n'est pratiquement pas possible de gagner de temps par rapport à la procédure ordinaire, car il faut compter trois à quatre semaines jusqu'à la décision du Conseil-exécutif (voir «Examen de la demande»).

En résumé, ni les délais légaux ni les dispositions en vigueur ne peuvent être contournés.

¹ Des projets régionaux ou de droit privé peuvent aussi relever de l'intérêt supérieur du canton.

Quelles exigences les projets à traiter doivent-ils satisfaire en priorité?

Les principales exigences sont les suivantes:

- favoriser de manière déterminante les objectifs du programme de pôles de développement économique (PDE) ou en accélérer la réalisation, et être réalisé grâce à un soutien important de la Promotion économique du canton de Berne;
- contribuer de manière conséquente à la promotion de l'habitat ou à la création de places de travail (au moins 100 unités de logement, 250 places de travail, et/ou une future activité économique générant un chiffre d'affaires annuel de plus de 50 millions de francs);
- engendrer des investissements d'au moins 50 millions de francs;
- améliorer de manière déterminante l'infrastructure des transports du canton (nouvelle ligne de tram p. ex.);
- contribuer à la sécurité publique (protection contre les crues, prison régionale p. ex.);
- apporter une contribution notable à l'approvisionnement en énergie du canton.

Quelles exigences la demande de traitement prioritaire doit-elle satisfaire?

Exigences matérielles:

Des données concernant les domaines suivants sont requises afin de permettre de déterminer si le projet se prête à un traitement prioritaire:

- le projet et son importance pour la collectivité;
- la procédure directrice;
- l'urgence;
- les conditions relatives au territoire et à l'environnement.

Les informations doivent être compréhensibles pour les destinataires et correspondre à l'état d'avancement du projet. La liste ci-dessous précise pour chaque point les indications nécessaires pour déterminer l'importance et l'urgence d'un projet. Elle n'est pas exhaustive et doit être adaptée de cas en cas.

a) Projet:

- brève description systématique;
- valeurs de référence:
 - volume des investissements,
 - nombre d'unités de logement / de places de travail,
 - création de valeur, etc.

b) Procédure:

- procédure déterminante (plan d'affectation, octroi du permis de construire, plan d'aménagement des eaux, plan de route, concession);
- autres procédures (autorisation de défrichement notamment);
- délais (calendrier avec échéances).

c) Emplacement:

- disponibilité du site envisagé;
- classement (zone à bâtir, zone agricole):
 - nouveau site attenant à la zone à bâtir,
 - zone à protéger ou objet protégé concerné;
- superficie requise, besoins particuliers (défrichement p. ex.);
- desserte par les transports publics et trafic individuel motorisé possibles sans problème.

d) Répercussions sur le territoire et l'environnement:

Indications concernant les critères décisifs, notamment:

- conformité à l'affectation de la zone;
- volume du trafic (protection de l'air [contingents de trajets nécessaires, existants?], protection contre les nuisances sonores): évaluation globale;
- protection de la nature et du paysage: aucune atteinte à des écosystèmes ou à des sites construits dignes de protection notamment;
- cours d'eau: aucune couverture de cours d'eau, aucune atteinte à des zones riveraines protégées, etc.

Exigences formelles:

Les documents suivants doivent être joints à la demande:

- demande motivée de bénéficier d'une procédure prioritaire (preuve de l'existence d'un intérêt supérieur du canton et de l'urgence de la situation);
- brève description systématique du projet incluant les valeurs de référence;
- calendrier avec échéances;
- mise en évidence des éventuelles répercussions en matière d'aménagement du territoire et de droit de l'environnement;
- carte synoptique et principaux plans du projet.

Examen de la demande

Le requérant dépose son dossier auprès de l'autorité directrice compétente en vue de l'examen de sa demande de procédure prioritaire. L'autorité directrice est celle qui mène la procédure d'approbation, procédure qui peut concerner un plan d'affectation, l'octroi d'un permis de construire, un plan d'aménagement des eaux, un plan de route, une concession (énumération non exhaustive). L'autorité directrice prend position sur la demande et transmet le dossier à l'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire (OACOT) dans un délai de deux jours ouvrables.

L'OACOT prépare une proposition à l'intention du Conseil-exécutif pour la séance la plus proche de ce dernier, afin qu'il puisse se prononcer sur la demande de procédure prioritaire dans les deux semaines suivant sa réception par l'autorité directrice. Il n'y a pas de procédure de corapport auprès des Directions concernées.

Si, lors de l'examen de la demande, l'OACOT arrive à la conclusion qu'elle ne remplit visiblement pas les conditions à satisfaire pour bénéficier d'une procédure prioritaire, il en fait aussitôt part au requérant. Si ce dernier ne maintient pas sa demande, elle est considérée comme retirée. Si le requérant maintient sa demande, l'OACOT la transmet aussitôt au Conseil-exécutif.

Autres informations – conseils

Si vous désirez plus d'informations ou des conseils pour la préparation d'une demande de procédure prioritaire, nous sommes à votre disposition à l'adresse suivante:

Office des affaires communales et de l'organisation du territoire
Nydegasse 11/13, 3011 Berne
Téléphone 031 633 73 20 / télécopie 031 633 73 21
oundr.agr@jgk.be.ch